

[cafepedagogique.net](http://cafepedagogique.net)

## DHG en baisse : la colère monte dans les établissements

Café pédagogique

7-9 minutes



La presse régionale s'en fait l'écho à travers la France, et partout ce sont les mêmes constats, inquiétudes, colères. Dotations Horaires Globales (DHG) en berne, options menacées, perte de divisions, classes surchargées, postes supprimés, mise en concurrence de dispositifs et d'enseignements, arbitrages tendus... Alors que le ministre de l'Education nationale se veut rassurant, sur le terrain la réalité des contraintes budgétaires raconte un autre récit. Pas sûr que la suppression des groupes de niveau, et le choix désormais laissé aux équipes éducatives d'organiser les heures d'accompagnement, suffisent à apaiser la situation. Et si on se félicite qu'Edouard Geffray ait déclaré ce samedi 14 mars sur X « *faire confiance aux équipes éducatives* » pour mettre au mieux en place ces dispositifs, sur les annonces de rentrée, cette confiance est loin d'être partagée par celles-ci.

### Diminution des DHG : des conséquences directes

Un peu partout c'est un nouveau plan d'austérité qui se profile dans les établissements du second degré et l'arrivée des Dotations Horaires Globales (DHG) prévisionnelles a rendu celui-ci bien concret. Car derrière la gestion comptable faite de chiffres lointains, qui tend à faire croire que la diminution des postes et des moyens se justifie par la baisse démographique, ce sont des effets bien réels, et d'une autre échelle que celle d'un simple ajustement, qui s'annoncent pour les enseignant.es et leurs élèves.

Conditions de travail détériorées, fermetures de divisions entraînant l'augmentation des effectifs par classe, suppressions d'heures postes multipliant les BMP et recours à des contractuel·les et vacataires... Dans des académies comme celles de Lille, Bordeaux, Créteil, Paris, Rennes, Normandie, Poitiers, Nantes, Nancy-Metz, Toulouse... ce sont plus de 100 postes qui disparaissent.

Quant à la baisse des moyens constatée dans de nombreux établissements, elle va mettre aussi en péril des dispositifs de soutien qui avaient fait leurs preuves, des options attractives qui permettaient notamment de lutter contre la concurrence du privé, quand ce ne sont pas des spécialités purement et simplement qui vont être supprimées laissant enseignant·es et élèves dans le désarroi.

### **Tour d'horizon (non exhaustif !) des mobilisations**

Dans l'académie d'Aix-Marseille, les enseignant·es dénoncent une « *baisse drastique* » des DHG, notamment dans plusieurs établissements marseillais : 70 heures d'enseignement en moins, soit 5 postes, au lycée Diderot ; 100 heures au Lycée Montgrand. A la rentrée, ce seront des classes à 32 élèves, moins de demi-groupes, et la fin de l'accompagnement personnalisé.

Dans l'académie de Versailles, à Mantes-la-Jolie, des enseignant·es et personnels du lycée Saint-Exupéry sont en grève pour obtenir « *un abondement significatif de la dotation pour la rentrée 2026-2027* ».

Le jeudi 12 mars, une intersyndicale, opposée à une baisse horaire de 28 heures par semaine et à des classes surchargées, appelait à la grève au lycée professionnel Jouffroy D'Abbans de Baume-les-Dames dans l'académie de Besançon.

Dans l'académie de Normandie, depuis plusieurs semaines on se mobilise au lycée Millet de Cherbourg-en-Cotentin ou au Havre aux lycées Schuman-Perret ou François 1er contre les suppressions de postes à la rentrée 2026.

Dans les Hauts-de-France, des enseignant·es du lycée Pierre-Forest à Maubeuge manifestaient devant leur établissement le jeudi 5 mars pendant que le collège de Nouvion en Picardie, comme le collège de Bernaville dans la Somme, protestait contre la fermeture de plusieurs classes par une Opération « *collège mort* ».

On s'est aussi mobilisé du côté de l'académie de Nantes, dans la Sarthe, au Mans, au collège Berthelot, ou dans le Maine-et-Loire, à Angers, au lycée Joachim-du-Bellay ; ou encore dans les lycées Pierre-et-Marie-Curie de Châteauroux et Gaudier-Brzeska de Saint-Jean-de-Braye, dans l'académie d'Orléans-Tours, au collège Coat Mez dans le Finistère dans l'Académie de Rennes, dans l'académie de Lille, à Gravelines, au collège Pierre et Marie Curie...

Etc. Etc. Etc.

### **Quelques témoignages de collègues**

Dans l'académie de Créteil, c'est la colère qui l'emporte dans ce lycée du Val-de-Marne : « *Nous perdons une seconde, après en avoir déjà perdu une il y a deux ans. Nous ne sommes pas un gros lycée et ces pertes conduisent peu à peu à fermer des offres en options et spécialités pour nos lycéens de 1ère ou terminale. On vient de perdre l'italien* ». nous écrit une collègue. Et « *comme on est aussi un lycée pro et techno spécialisé en climatisation/plomberie, le fait de baisser nos effectifs en section générale remet en cause nos équilibres par rapport à la place des filles dans l'établissement et aussi en terme de classes sociales (perdre des élèves du général, c'est perdre encore plus d'élèves des classes moyennes)* », ajoute-t-elle.

Incompréhension aussi dans ce collège du département de Seine Saint-Denis, toujours dans l'académie de Créteil, qui se voit amputé de moyens alors qu'il est classé REP, PLV, Zone violence et « Sensible » : « *Cette année pour la première fois de l'établissement, la proposition de DHG influé par la DSDEN du 93 indique non seulement la suppression d'une classe de 6e, de 10h de « Sensible » (...) et donc pour la première fois le passage des classes à 24* », nous explique un collègue.

Colère aussi dans ce collège du département du Nord, dans les Hauts-de-France. « *Dans notre collège avec SEGPA nous perdons 3 divisions et 5 postes de professeurs pour une baisse d'effectifs estimée à 24 élèves. Actuellement, nos effectifs sont suffisants pour ne perdre aucune*

*division. Ainsi nous aurions 29 élèves ou plus en moyenne dans les niveaux 5e, 4e et 3e en sachant que des élèves ULIS (au minimum 5) vont s'ajouter à ses effectifs sans être pris en compte pour le calcul des divisions » nous écrit un enseignant. « Le constat est amer », ajoute-il, « les moyens donnés sont en totale contradiction avec les beaux discours sur l'inclusion, le harcèlement et les difficultés rencontrées par les adolescents. La colère et l'incompréhension dominent parmi les personnels et les parents d'élèves. »*

Toutes ces baisses de moyens sont d'autant plus inquiétantes qu'elles s'inscrivent dans un contexte déjà altéré, comme le rappelle un collègue de l'académie de Bordeaux : si « *la dotation normalement due à une « Segpa 64 » (4 classes, une par niveau, 16 élèves maximum soit 64 élèves maximum en tout) est de 129,5h, dans les Pyrénées Atlantiques, et plus largement en Aquitaine, les dotations ne sont que de 123,5h depuis la décision d'une rectrice il y a quelques années* ». Et de conclure : « *malgré les remontées des directeurs de Segpa et de certains chefs d'établissement, cette situation se maintient, anormalement. Et injustement, pour ces élèves qui en ont pourtant particulièrement besoin* ».

Alors que tout semble craquer de partout, et que la baisse démographique aurait pu être l'occasion de donner enfin un peu de marge et d'air aux équipes éducatives, les contraintes budgétaires écrasent encore et toujours les établissements scolaires pourtant en souffrance. « *A l'Ecole, une seule boussole : faire progresser chaque élève* », déclarait aussi sur X Edouard Geffray ce samedi 14 mars. On ne demande pas mieux ...

**Claire Berest**

[Appel à témoignage : racontez-nous vos DHG](#)